

DANS CE NUMÉRO

La 43e élection générale est lancée

- Le Parti marxiste-léniniste du Canada présente 50 candidats à l'élection fédérale de 2019
- Le coeur du problème

Les travailleurs parlent de leurs préoccupations

- Les travailleurs de la construction du Québec demandent le rétablissement de la formation professionnelle des grutiers
- Nous devons discuter du développement des économies régionales et locales
- *Un travailleur minier de l'Abitibi au Québec* -

La 43e élection générale est lancée

Le Parti marxiste-léniniste du Canada présente 50 candidats à l'élection fédérale de 2019

11 septembre 2019 10 h — Le Parti marxiste-léniniste du Canada (PMLC), le nom sous lequel le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) est enregistré auprès d'Élections Canada, présente 50 candidats à l'élection fédérale de 2019. Les 25 femmes et 25 hommes, qui travaillent dans divers secteurs de l'économie, représenteront le PMLC au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique.

Durant les élections, le PMLC poursuivra son travail consistant à organiser les Canadiens pour le renouveau démocratique, une nouvelle direction de l'économie et pour établir un gouvernement antiguerre. Sous la bannière « Investissez-vous de pouvoir maintenant ! », les candidats du PMLC parleront en leur propre nom des conditions de travail et de vie et inviteront les électeurs à faire de même. Ils discuteront avec les Canadiens des solutions aux problèmes auxquels le peuple est confronté et élaboreront la plateforme du PMLC d'humaniser l'environnement naturel et social.



La dirigeante nationale Anna di Carlo dit : « L'approche du PMLC et de ses candidats consiste à créer de nouveaux arrangements politiques pour remplacer ceux du système dominé par les partis qui est rongé par la crise. Au lieu d'être des observateurs passifs des manigances électorales, les travailleurs peuvent créer leurs propres organisations politiques qui leur permettent d'établir leurs propres positions et de parler en leur propre nom. Cette approche est un rejet pratique d'un système dépassé qui porte des élites au pouvoir qui 'représentent' le peuple, parlent au nom du peuple et gouvernent au nom du peuple. »

Voici la liste des candidats du Parti marxiste-léniniste.

Le coeur du problème

Selon un sondage Ipsos du 5 septembre, 67 % des personnes interrogées croient que l' « économie canadienne est arrangée de façon à avantager les riches et les puissants ». Cela représente une augmentation de huit points depuis qu'Ipsos a posé cette question en 2016.

Soixante-et-un pour cent des répondants se sont dit d'accord avec la déclaration que « les partis et les politiciens traditionnels ne se soucient pas de gens comme moi ».

Le 26 août, avant que le sondage ne soit publié, le Morris J. Wosk Centre for Dialogue de l'Université Simon Fraser a fait état d'une étude de 61 pages intitulée : « L'État de la démocratie + l'appel du populisme ». Il a dit qu'il existe « une solide majorité [61 pour cent] qui croit que le gouvernement place les intérêts de l'establishment avant celui des Canadiens ordinaires ». « Les Canadiens croient que le gouvernement est insensible à ce que pensent les citoyens. Une solide majorité (70 %) dit que les élus ne se soucient pas de ce que pensent les Canadiens ordinaires, et plus de six personnes sur dix (62 %) « croient que le gouvernement ignore leurs intérêts au profit de l'establishment », rapporte le Wosk Centre for Dialogue.



Ces deux enquêtes ne déplorent pas l'état des institutions démocratiques canadiennes et la fraude que constitue la tenue d'élections entre des dirigeants et des partis en qui personne n'a confiance. Leur soi-disant préoccupation est de comprendre pourquoi les Canadiens sont enclins au populisme ! L'étude du Mosk Centre, qui a été financée en partie par le gouvernement canadien, a débuté en 2017 dans le cadre du projet plus large d'un travail « avec les gouvernements et les organisations à l'échelle du Canada pour comprendre comment différentes formes d'engagement démocratique peuvent mieux aider les résidents à accroître leur niveau d'engagement et de participation démocratiques ». Le Wosk Centre for Dialogue a décrit le projet comme le plus complet à avoir été entrepris sur le sujet.

Pendant ce temps, les dirigeants des partis qui forment le système de partis cartellisés parcourent le pays et chacun déclare représenter ce que les Canadiens ont à coeur. Cela montre que cette élection promet d'être un spectacle disgracieux qui ne résoudra aucun des problèmes auxquels les Canadiens

font face, sans parler de la crise dans laquelle les institutions démocratiques sont plongées. Cela rend encore plus pertinent le message du Parti marxiste-léniniste du Canada selon lequel les Canadiens sont tout à fait capables de parler en leur propre nom et le font de plus en plus. Le rôle que s'est donné le PMLC dans cette élection est d'encourager les Canadiens à parler en leur propre nom et à ne pas écouter les propos insensés de ceux qui se déclarent des dirigeants de même que ceux des médias et des experts. Tous décident quels sont les « enjeux » puis déclarent que nous avons le choix.

Assez !

Les travailleurs parlent de leurs préoccupations

Les travailleurs de la construction du Québec demandent le rétablissement de la formation professionnelle des grutiers

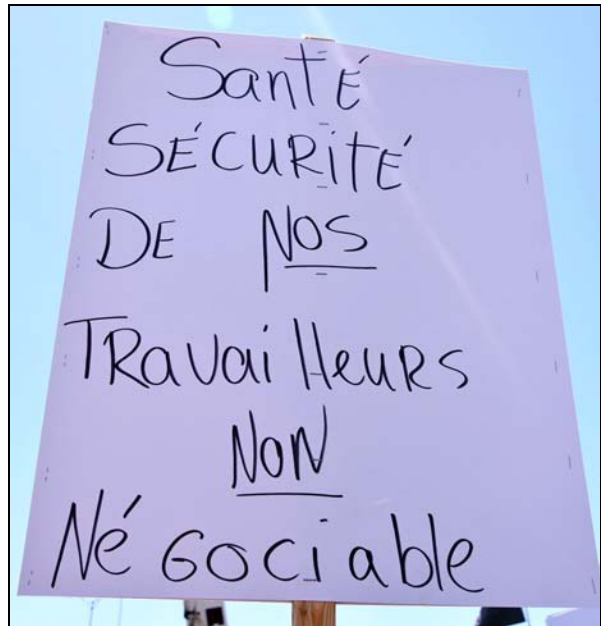


En conférence de presse le 17 juillet, les travailleurs de la construction, membres de la FTQ-Construction, ont réclamé que le gouvernement du Québec rétablisse le caractère obligatoire de la formation professionnelle de 870 heures des grutiers qui doit être fournie par des instructeurs professionnels dans une maison d'éducation.

En mai 2018, le gouvernement du Québec et la Commission de la construction du Québec (CCQ) ont aboli le caractère obligatoire de la formation professionnelle des grutiers, contre la volonté des travailleurs et de leurs syndicats. Ils ont introduit une formation très inférieure de 150 heures qui se donne directement sur les chantiers et qui est sous la responsabilité des employeurs de la construction. En remplacement de la formation professionnelle obligatoire, ils ont aussi créé un cours de 80 heures pour la conduite de camions-flèches ayant une capacité maximale de 30 tonnes.

Ce sont pourtant ces grues qui basculent le plus et causent le plus de dommages.

Les membres de la FTQ-Construction ont organisé la conférence de presse pour rappeler au ministre du travail que ce sont les travailleurs de la construction de tous les métiers qui s'opposent à cet affaiblissement de la réglementation concernant la formation des grutiers. Ils ont expliqué que non seulement le gouvernement et la CCQ ont-ils effectué ces changements unilatéralement, sans la contribution et le consentement des travailleurs, mais que cette nouvelle réglementation met en danger la vie de tous les travailleurs de la construction et du public.



François Patry, président de la Fraternité nationale des Charpentiers-menuisiers, section locale 9, et porte-parole des travailleurs à la conférence de presse, a fait ces commentaires importants : « Pour nous qui représentons plus de 70 000 travailleurs de divers corps de métiers de la construction, un mort, c'est un mort de trop ! Nous demandons formellement au ministre Jean Boulet de maintenir la formation professionnelle adoptée en 1997 parce qu'elle a réduit de 66 % le nombre de décès annuel impliquant des grues. Si le ministre permettait de réduire la formation des pilotes d'avion pour en avoir plus dans le ciel ce serait illogique ! C'est pourtant ce qu'il fait dans le secteur de la construction.

« L'industrie de la construction est une industrie qui tue et qui blesse les travailleurs. Nous représentons 5 % de la main-d'oeuvre, mais nous avons 25 % des décès annuels reliés au travail au Québec. Des décisions sont prises sans tenir compte de la prévention sur les chantiers de construction. On tient compte seulement des impératifs de production, des impératifs de rentabilité, mais on élimine la prévention. On en a un exemple avec la décision du ministre de nous enlever l'obligation du Diplôme d'études professionnelles pour former les grutiers. La formation c'est aussi de la prévention sur les chantiers de construction. Les grues sont un équipement très important sur les chantiers, qui font avancer les travaux. On soulève des charges très lourdes. Ce sont tous les travailleurs sur les chantiers qui sont en danger, les menuisiers, les manoeuvres, les électriciens, tous les corps de métier. C'est pourquoi nous appuyons fortement la démarche des grutiers. Ils ne sont pas seuls.

« Ce n'est pas facile sur un chantier de dire non à un employeur, que ce travail n'est pas sécuritaire et que je ne vais pas le faire. Plus on te dit, quand tu as une formation professionnelle, que telle ou telle chose ne se fait pas, pour toutes les raisons qu'on t'explique, tu as des arguments pour dire à l'employeur que tu ne vas pas faire cette tâche et tes arguments sont aussi appuyés par ton syndicat. Tu n'es pas seul. Cela fait partie intégrante de la prévention. »

Lors de la conférence de presse, d'autres travailleurs, dont des vitriers et des opérateurs de machine lourde, ont aussi pris la parole pour exprimer que tous les travailleurs de la construction sont avec les grutiers et que la sécurité des travailleurs et du public passe en premier.

Un principe qui est en jeu ici est que ceux qui font le travail, ainsi que leurs organisations, doivent avoir leur mot à dire et donner leur consentement à tout ce qui les concerne directement.

Nous devons discuter du développement des économies régionales et locales

- Un travailleur minier de l'Abitibi au Québec -



Dans cette élection, les travailleurs et les communautés doivent discuter du développement des économies régionales et locales. Prenons l'exemple de l'Abitibi. C'est une région-ressource minière et forestière. Nous avons besoin d'une économie beaucoup plus diversifiée qu'elle ne l'est en ce moment. Cela veut dire faire plus de transformation de la matière première dans la région au lieu de simplement l'expédier avec le minimum de transformation.

Cela veut dire surtout investir une partie de la valeur qui est créée par le secteur de l'extraction afin de diversifier l'économie des régions comme l'Abitibi. En ce moment, une très grande partie de cette valeur qui est créée par notre travail d'extraction des ressources est retirée de l'économie régionale et locale et envoyée à l'étranger pour remplir les coffres des monopoles qui dominent l'industrie.

Il faut penser à un réinvestissement de la valeur que nous produisons pour développer d'autres secteurs de l'économie et développer des programmes sociaux et des services publics pour qu'on puisse veiller comme il faut sur nos aînés, sur les travailleurs accidentés et sur les personnes les plus vulnérables. Les communautés vont s'en porter mieux et avoir une vie plus stable. Il faut que ces investissements viennent de quelque part. Chose certaine, on ne peut pas laisser les monopoles décider de tout comme c'est le cas maintenant.

Il faut mettre au rancart le vieux concept d'une région-ressource comme un dépôt de ressources naturelles à extraire, et cela, quand les monopoles décident que ça vaut la peine de les extraire. C'est eux également qui décident de fermer les projets et les installations quand ils jugent que cela ne sert pas leur intérêt à eux de les continuer.

Il faut trouver la façon de donner plus de contrôle aux travailleurs et aux communautés régionales et locales sur le développement de leur économie.

À mon avis, discuter de ces questions pendant l'élection qui vient va nous mettre sur le bon chemin pour aller de l'avant avec nos propres préoccupations et notre propre façon de voir les choses.

Envoyez vos articles, photos, rapports, points de vue et commentaires à redactionpmlc@cpcml.ca.